Document generated on 07/15/2025 3:35 p.m.

Recherches féministes

Regards sur les paradigmes féministes en recherche
Looks on Feminist Paradigms in Research

Micheline Dumont, Caroline Andrew, Pierre Hébert, Patricia Roux, Louise Bienvenue, Stéphanie Rousseau, Catherine des Rivières-Pigeon and Stéphanie Lanthier

Volume 21, Number 1, 2008

URI: https://id.erudit.org/iderudit/018312ar
DOI: https://doi.org/10.7202/018312ar

See table of contents

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)
1705-9240 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Dumont, M., Andrew, C., Hébert, P., Roux, P., Bienvenue, L., Rousseau, S., des Rivières-Pigeon, C. & Lanthier, S. (2008). Regards sur les paradigmes féministes en recherche. *Recherches féministes*, *21*(1), 113–130. https://doi.org/10.7202/018312ar

Article abstract

Eight professors were invited to answer three questions on the apparition, the variety and the future of feminist paradigms in research. They come from different universities, different disciplines and different generations. This discussion is called "virtual", because the participants have never met. The dialogue presented has been fabricated with the answers received. It reveals contrasted opinions, from optimism to pessimism, about the influence of feminist paradigms on the whole of learned research.

Tous droits réservés © Recherches féministes, Université Laval, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Regards sur les paradigmes féministes en recherche

Discussion virtuelle construite par MICHELINE DUMONT

Au début de l'été 2007, la revue *Recherches féministes* a fait parvenir à huit universitaires trois questions très larges autour du concept de paradigmes féministes en recherche. L'idée originale était de recevoir les réponses en octobre, de les faire circuler entre les personnes et de recueillir les réactions pour le 1er décembre. Nous avons tenté de toucher plusieurs générations, plusieurs disciplines, plusieurs universités, osant même un coup de sonde en Europe.

« **Ô temps, suspends ton vol** … »

Eh bien non, le temps n'a rien suspendu du tout, et nous avons attendu la totalité des premiers textes jusqu'en janvier 2008. L'heure de tombée approchant dangereusement, nous avons dû modifier notre projet. C'est donc à une discussion virtuelle que nous vous convions, discussion qui passe par Québec, Montréal, Sherbrooke et Ottawa, avec une incursion à Lausanne. À l'aide des textes remis par chaque personne, nous avons construit un échange-dialogue qui ne s'est pas vraiment produit, mais qui reste plausible. Cette tentative est au fond une invitation à réfléchir sur l'importance de mieux ancrer la réflexion féministe dans l'ensemble de la recherche scientifique et dans les structures universitaires. Plusieurs personnes viennent de Sherbrooke et ont remis des textes qui étaient des « dialogues », ce qui explique que les interventions estriennes semblent plus nombreuses que les autres.

Ont participé à cette discussion virtuelle :

- Caroline Andrew, politologue à l'Université d'Ottawa;
- Louise Bienvenue, historienne à l'Université de Sherbrooke;
- Catherine des Rivières-Pigeon, sociologue de la santé à l'Université du Québec à Montréal (UQAM);
- Micheline Dumont, historienne retraitée de l'Université de Sherbrooke;
- Pierre Hébert, spécialiste de la littérature québécoise à l'Université de Sherbrooke;
- Stéphanie Lanthier, historienne à l'Université de Sherbrooke et cinéaste;
- Stéphanie Rousseau, politologue au Département de sociologie de l'Université Laval;
- Patricia Roux, sociologue, professeure d'études genre à l'Université de Lausanne et coresponsable de la revue *Nouvelles Questions féministes.*

Dans votre travail, comment utilisez-vous une analyse féministe? Y a-t-il eu des changements dans ce domaine depuis le début de vos travaux universitaires?

Micheline Dumont : Le début de mes études universitaires remonte à 1957 : c'est donc le néant pour les recherches féministes. J'ai vu apparaître et se développer la perspective féministe. Je pense même avoir contribué à l'implanter, après 1975, à l'aide des recherches de nos collègues américaines et françaises. Je n'oublierai jamais l'éblouissement causé par les textes de Joan Kelly, Gerda Lerner, le collectif français de *L'histoire sans qualité*, surtout le texte d'Arlette Farge, les discussions avec les membres du collectif Clio. Impossible de tout nommer. Depuis, il m'est absolument impossible d'envisager quelque recherche que ce soit en ne faisant pas intervenir la perspective féministe. J'ai par ailleurs publié mon parcours théorique dans *Découvrir la mémoire des femmes*. Je suis constamment en colère quand je vois des livres d'histoire qui se publient et dont les auteurs sont absolument ignorants de cette perspective. J'ai expérimenté souvent le fait que la plupart de mes collègues reconnaissent aisément l'intérêt de ce nouveau « champ du savoir », mais demeurent persuadés qu'il ne saurait en rien influencer leurs propres recherches. Je me souviens d'avoir présenté un séminaire de recherches à mon département, au milieu des années 80, où un seul collègue s'était présenté, alors qu'ils se pressaient tous habituellement pour assister aux exposés des uns et des autres. Il y a eu sans doute des améliorations depuis, mais tellement de questions continuent d'être traitées comme si la réflexion féministe n'avait jamais existé, et cela, même par de très jeunes universitaires.

Caroline Andrew : Mon intention maintenant est d'utiliser l'analyse féministe de façon plus théorique que dans le passé. J'essaie de démontrer que l'analyse féministe permet de manière particulièrement pertinente d'aborder des questions centrales à l'analyse politique : les rapports public/privé; les frontières mouvantes entre l'État, la société civile et le marché; les identités multiples. L'ouvrage *Engendering Democracy*, d'Anne Philips, en est un exemple admirable et, plus près de nous, les travaux de Juteau et de Lamoureux illustrent également cette contribution théorique. Il y a vingt ans mon approche était davantage de décrire les femmes comme sujet/objet d'étude et de présenter les activités, la présence, les défis des femmes dans la vie politique. Maintenant je fais encore cela, mais j'essaie aussi de démontrer la pertinence théorique de l'analyse féministe pour les grandes questions de la science politique.

Pierre Hébert : En ce qui concerne « mes travaux », sur le strict plan méthodologique, je n'oserais prétendre utiliser une analyse féministe, n'ayant pas de formation ès féminisme. Cependant, j'ai donné un cours sur l'écriture des femmes et, dans mes recherches sur la censure littéraire, cette même question est essentielle. En effet, les années 30 voient émerger une nouvelle génération d'écrivaines (Jovette Bernier, Éva Senécal, Medjé Vézina) qui se heurtent toutes trois à la censure d'entrée de jeu, si je puis dire.

Par ailleurs, un critique de cette même époque se distingue entre tous par son ouverture à l'égard de ce sujet : Louis Dantin. Je ne pourrais en dire autant de Jean-Charles Harvey, mais il écrit tout de même à Camille Roy que les théologiens ont fabriqué un Christ « gynophobe » (c'est bien le mot qu'il emploie). Autrement dit, je n'ai pu considérer de la même façon la censure littéraire exercée à l'endroit de l'un et l'autre sexe. Tiens, j'y pense : la censure littéraire exercée sur les écrivaines n'a jamais été abordée *per se*.

Ce qui a changé depuis « mes débuts », c'est une recherche reconnue, éclairante (la parution de nombreux articles et de l'ouvrage *Écrire dans la maison du père*, de Patricia Smart, constitue comme un tournant, à mon avis). Cependant, dans le cas des études littéraires, je crois pouvoir dire que l'approche féministe ou, à tout le moins, une sensibilité non réductrice qui tienne compte de la spécificité de l'écriture des femmes, que cette approche, donc, ou cette sensibilité ne font pas partie de manière nécessaire, voire « naturelle », dans des cours qui n'affichent pas clairement cette perspective de lecture.

Patricia Roux : Sociologue de formation, mais ayant adopté une approche psychosociale dans les recherches sur les relations intergroupes, j'ai développé les représentations sociales et les changements d'attitudes pendant près de vingt ans avant d'occuper mon poste actuel (le premier poste de professeure d'« études genre » créé en Suisse, en septembre 2000). J'utilise l'analyse féministe pour observer et analyser les processus psychosociaux par lesquels les femmes et les hommes naturalisent et légitiment l'ordre social des sexes. L'analyse féministe me permet de comprendre comment le genre, en tant que principe de division, de bicatégorisation et de hiérarchisation des sexes, est produit, consolidé ou réaffirmé dans les actes quotidiens des personnes et dans leurs schèmes de pensée. Mon orientation théorique s'inscrit dans le féminisme matérialiste francophone que développent les travaux de Christine Delphy, Nicole Claude-Mathieu, Colette Guillaumin et Paola Tabet.

Entrée tardivement dans ce que l'on appelle en Suisse les « études genre » (ma première recherche dans le domaine date de 1996), j'ai bénéficié des acquis obtenus par les « études sur les femmes » développées de longue date dans d'autres pays (comme le Québec) et ai pu, du coup, centrer directement mes travaux sur le rapport de pouvoir qui lie les femmes aux hommes. Ainsi, lorsque j'étudie les effets de la domination masculine sur les conditions matérielles de l'existence des femmes, leur assignation au travail domestique par exemple, le traitement discriminatoire qu'elles subissent sur le marché du travail ou la limitation – de même que l'instrumentalisation – de leurs droits civils, sociaux, sexuels et politiques, c'est toujours en replaçant mon analyse de ces effets dans le contexte du système hiérarchique des rapports sociaux de sexe.

Je m'intéresse en particulier aux conceptions que femmes et hommes ont de ces rapports, et à l'ancrage de ces conceptions dans leurs expériences quotidiennes

vécues à partir de leurs positions sociales dominées et dominantes. Ces conceptions sont révélatrices du type d'ordre social qui leur paraît souhaitable – légitimant ou contestant l'ordre de genre – et, conjointement, de leur propre insertion dans des rapports de pouvoir multiples constitués non seulement par le genre, mais aussi par d'autres critères tels que la classe sociale et l'origine nationale ou culturelle. Les conceptions me servent alors de guide de lecture des pratiques qu'adopte chaque personne dans sa vie quotidienne (domestique, professionnelle, conjugale, militante), dans la mesure où ces pratiques sont une manière de réguler les rapports de domination tels qu'elle les conçoit.

Louise Bienvenue : Dans les différents cours des programmes de premier cycle (baccalauréat) et de deuxième cycle (maîtrise) en histoire que je donne à l'Université de Sherbrooke (les principaux sont Histoire de l'éducation au Québec, Histoire des identités et Histoire des femmes, à plus forte raison!), il m'a toujours été assez facile d'intégrer une analyse féministe. En fait, je n'ai jamais eu à me dire : « À la cinquième séance, je traiterai des rapports sociaux de sexe ou de la question des femmes. » Comme j'ai une base en études féministes, cela me vient spontanément. Si la question des rapports entre hommes et femmes traverse mon enseignement, cela n'est pas par vertu : j'y suis sensible, cela m'intéresse. Et je trouve éclairant de réfléchir de manière croisée aux différentes identités sociales (de genre, de génération, d'âge, de classe, de religion, ethnique, nationale). Par ailleurs, dans les recherches que je mène présentement, la question du genre est centrale. Avec Christine Hudon et Ollivier Hubert, je m'intéresse en effet à la construction de la masculinité au sein d'une institution scolaire séculaire, qui a formé plusieurs générations d'hommes de l'élite : le collège classique. La question du genre est également présente, mais de manière moins centrale, dans mon projet sur le traitement de la délinquance masculine dans l'après-guerre. Ce qui a changé depuis le début de mes travaux universitaires? Sans doute le développement d'une historiographie beaucoup plus diversifiée et abondante traitant des femmes et des rapports sociaux de sexe. Plus les travaux sont diffusés et intéressants, plus nos enseignements et nos recherches s'en trouvent enrichis.

Stéphanie Rousseau : Ma formation de politologue me porte à considérer d'abord les rapports sociaux sous l'angle du pouvoir, de l'action politique et des institutions. Mon entrée dans le monde des théories féministes s'est faite par la porte de la réflexion sur la citoyenneté. La lecture des écrits de Carole Pateman (*The Sexual Contract*), de Nira Yuval-Davis (*Gender and Nation*) et d'Anne Philips (*The Politics of Presence*) a été marquante au cours de mes études doctorales. J'y ai combiné mon intérêt pour la politique comparée de l'Amérique latine avec l'étude de la production de revendications de citoyenneté au sein du mouvement des femmes. À cette époque, à la fin des années 90, il n'existait à peu près pas de recherche sur le sujet, c'est-à-dire qui considère la question de la citoyenneté en Amérique latine sous

l'angle des rapports sociaux de sexe. Les recherches abordaient cette question à travers une grille mettant en relief la participation politique des femmes, mais sans considérer généralement l'ensemble des dimensions de la citoyenneté (droits civils, droits sociaux etc.).

Il semble que je ne me sois pas trompée dans mes orientations de recherche puisque, depuis lors ou en même temps que moi, quelques auteures ont emprunté le même chemin. Nous comptons maintenant un certain nombre d'études de cas et quelques études comparatives, qui permettent notamment d'évaluer l'impact de la démocratie politique sur les stratégies de mobilisation des femmes, les rapports de celles-ci avec la politique partisane et la place occupée par les revendications des femmes en matière de citoyenneté dans le contexte du néolibéralisme et du néopopulisme en Amérique latine. Je suis donc passée de la citoyenneté sexuée au genre comme outil d'analyse.

Catherine des Rivières-Pigeon : L'analyse féministe est pour moi une perspective incontournable, car les rapports sociaux de sexe constituent une donnée essentielle de notre société. Il me semble donc inimaginable de les exclure d'une analyse scientifique portant sur la santé des populations. Je perçois ces rapports, au même titre que d'autres inégalités sociales, comme une donnée de base que mon analyse doit intégrer. En effet, comment appréhender un objet d'étude comme la dépression postnatale sans intégrer des questions relatives aux rôles de mère et de père, rôles on ne peut plus sexués? Comment étudier l'obésité, l'anorexie, sans tenir compte du rapport des femmes à leur corps et aux normes féminines de beauté? Comment comprendre le phénomène du suicide chez les jeunes hommes québécois sans connaître leur rapport aux règles de la masculinité, leur rapport à la violence, leur réticence à dévoiler une détresse qui pourrait être perçue comme un signe de faiblesse? L'analyse féministe est une nécessité.

Stéphanie Lanthier : Quant à moi, le début de mes études supérieures se passe dans l'effervescence des questionnements identitaires liés à la tenue du deuxième référendum. C'est l'automne 1995 : les affiches colorées du « Oui » rappellent le palmarès du mouvement contre-culturel des années 60 et 70. Comme quoi, l'histoire est fille de son temps; je découvre, au même moment, par un heureux hasard, l'existence du Front de libération des femmes du Québec (FLFQ). Mouvement radical qui, du moins pour les premiers temps de son existence, lie sa libération à celle du Québec. Cette découverte est un choc : est-ce à ce point dérangeant qu'il y ait eu un FLFQ au Québec qu'il ne faille pas en parler dans les cours d'histoire? Et voilà que la nécessité de découvrir la perspective féministe et surtout de l'appliquer à toutes les sphères de ma vie s'avère urgente. La réflexion féministe est désormais à la base de tout ce que j'entreprends, que ce soit dans l'orientation théorique des cours que je donne ou encore, dans l'approche des films documentaires que je

réalise ou des propositions cinématographiques que je soutiens lors des ateliers de programme de l'Office national du film (ONF).

Micheline Dumont : Oui, je me souviens de ton irruption dans mon bureau, jetant les exemplaires de *Québécoises, deboutte!* sur la table et me demandant : « Connais-tu cela? » Par la suite, tu étais tellement scandalisée de voir l'oubli où ces textes étaient tombés que tu as fait ton mémoire de maîtrise sur le sujet : *L'impossible réconciliation entre le féminisme radical et le nationalisme radical*, et ta réflexion a profondément influencé ma propre vision du nationalisme québécois. Cette année, en 2007, un jeune intellectuel, Mathieu Bock-Côté, publie *La dénationalisation tranquille* sans tenir compte le moindrement de tout l'apport des femmes à la mouvance nationaliste. En vérité, j'ai la certitude que tout le tapage fait en ce moment autour de l'idée que « l'égalité entre les hommes et les femmes, ce n'est pas négociable au Québec » dissimule une ignorance profonde de la réalité tout à la fois présente et historique.

Stéphanie Lanthier : C'est juste, et on oublie trop souvent jusqu'à quel point la nation québécoise – comme la plupart des nations – est construite par un imaginaire national androcentrique. Pensons aux travaux d'Anne McClintock, tellement stimulants. Il ne faut jamais perdre de vue que les mémoires historiques s'articulent à partir d'une mythique qui valorise un double standard de ses figures héroïques : la masculine (celle qui agit) et la féminine (celle qui représente). Seule la perspective féministe permet une telle lecture...

Quels sont les paradigmes féministes qui vous semblent les plus pertinents pour les travaux que vous menez?

Louise Bienvenue : Je n'aime pas beaucoup l'usage que l'on fait du concept de « paradigme » en sciences humaines. Je ne suis d'ailleurs pas certaine que l'on puisse parler de paradigmes au pluriel, liés à l'approche féministe. Pour ma part, je préfère parler de courants analytiques. Mais laissons ces questions épistémologiques… En fait, je ne suis pas sûre d'être très à jour par rapport aux derniers développements théoriques. N'est-ce pas d'ailleurs le reproche que l'on adresse souvent aux gens de ma discipline : une certaine paresse théorique… Mais puisque la question nous est posée, je dirais qu'en tant qu'historienne je me réfère encore, comme plusieurs de mes collègues, aux travaux de Joan Scott et aux bases théoriques qu'elle a posées pour faire du genre « une catégorie utile pour l'analyse historique ». Proposant le genre comme « une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (p. 125), elle nous incite d'emblée à réfléchir sur les inégalités. C'est pourquoi je suis peu sensible aux critiques qui disent que le concept de genre a émoussé la dimension critique et subversive qu'avait à l'origine l'histoire des femmes. Au contraire, j'y vois là un concept particulièrement heuristique. Quand

nous étudions, par exemple, la construction du masculin dans les collèges, nous examinons les mécanismes qui construisent la domination. Mais cela ne nous empêche pas d'observer aussi les refoulés de la masculinité, les individus mâles qui ne cadrent pas dans les canons de la virilité, et de comprendre que les masculinités dominées le sont souvent, d'ailleurs, parce qu'elles sont associées à des caractéristiques féminines. Un point ressort clairement : l'identité masculine s'est historiquement construite en se servant du féminin comme repoussoir.

Je sais cependant que le concept de « genre » a fait, lui aussi, l'objet d'une déconstruction. J'avais lu avec grande fascination, il y a quelques années, les travaux de Judith Butler qui proposent de revoir la distinction entre le biologique et le social en montrant comment le sexe lui-même était construit. Cependant, cette réflexion théorique me semble difficile à rendre opératoire sur le « plancher des vaches », dans des travaux historiques concrets. Je voudrais en discuter avec d'autres chercheuses et chercheurs, plus aguerris sur le plan de la théorie féministe.

Pierre Hébert : Je ne sais trop quoi dire sur cette question des paradigmes, quoique je sois plus sympathique à ce concept que Louise. Il faut dire que j'y ai recouru pour étudier la censure, essayant de m'en tenir à l'esprit de Thomas Kuhn, mais pour expliquer le changement social plutôt que scientifique. Dans le cas particulier des études féministes, je n'ai pas de connaissances assez rigoureuses pour me prononcer.

Micheline Dumont : Dans toutes mes recherches, l'angle d'approche qui m'a semblé le plus pertinent est le concept de genre, tel que l'a présenté Joan Scott. Je suis d'accord avec Louise. Il me semble qu'elle propose une analyse globale qui tient compte de quatre facteurs : un facteur social (les normes, les lois, les institutions); un facteur politique (les formes variées du pouvoir); un facteur psychologique (les processus d'identité personnelle); et un facteur symbolique (les valeurs attribuées culturellement au masculin et au féminin, le langage constituant un des plus puissants facteurs.) Cette analyse permet de mieux saisir le caractère construit des « différences de genre » et autorise de fécondes déconstructions. J'avoue cependant être plutôt désarçonnée par la nouvelle analyse [fondée sur la diversité sexuelle], dite *queer*, même si je comprends intellectuellement qu'elle est l'aboutissement de la critique radicale du dualisme de la pensée.

Stéphanie Lanthier : Pour moi, aussi, le concept de genre tel qu'il a été développé par l'historienne américaine Joan Scott me semble le plus pertinent. Saisir les enjeux liés à la construction (sociale, politique, psychologique et symbolique) des identités sexuelles permet de jouer, entre autres, sur le terrain du présupposé biologique. La différence prétendument naturelle entre les sexes a été à un tel point le moteur de l'exclusion politique des femmes qu'il importe de ne pas la secondariser dans l'explication historique. Dans l'ensemble des cours que je donne, la question des rapports sociaux de sexe intervient presque systématiquement. Il y a tant de savoirs à

déconstruire, notamment dans le domaine de l'éducation. Prenons, par exemple, les travaux de Pierrette Bouchard et de Jean-Claude St-Amand. Ils sont d'une telle importance, mais comment expliquer qu'ils soient si peu connus de la part des étudiantes et des étudiants au baccalauréat en enseignement au secondaire (BES)? J'imagine que c'est à cause du mot « féministe »… Il fait si peur! Pourtant, lorsqu'on fait l'historicité du mot – qui, à l'origine, désigne une maladie qui frappe les hommes ayant des caractéristiques physiologiques féminines –, l'auditoire en est passionné. Ce terme est né d'une pathologie, et c'est comme si on le souhaitait aujourd'hui encore pathologiquement néfaste pour l'ensemble des sciences humaines et l'humanité tout entière.

Patricia Roux : De mon côté, le paradigme féministe le plus pertinent pour mes travaux est celui de l'antécédence du genre sur le sexe: les rapports de pouvoir définissent ce que les femmes et les hommes doivent être et faire, leur valeur et leur place respectives dans l'organisation sociale hiérarchique. Les femmes et les hommes sont ainsi des classes de sexe et non des catégories naturelles, mais nos sociétés patriarcales en nient le caractère construit afin de préserver la légitimité sociale des inégalités, l'idéologie de la complémentarité des sexes et la norme de l'hétérosexualité.

Dans la même logique antinaturaliste, un autre paradigme au cœur de mes travaux est la construction de l'altérité. Par rapport aux groupes dominants, qui sont toujours le centre et le référent (même implicite), les groupes dominés sont produits comme des autruis différenciés: les femmes, les Noirs, les immigrés, les ouvriers, les pauvres, les gays et les lesbiennes sont renvoyés à et enfermés dans « la différence » à laquelle ils sont assignés, et cette différence sert ensuite de base justifiant la discrimination et l'inégalité de traitement. Dans ce cadre, et cela rejoint ainsi le paradigme de l'« intersectionnalité », la question qui anime mes recherches de ces dernières années est la suivante: dans quelle mesure, les systèmes sexiste, raciste et capitaliste sont-ils des systèmes d'oppression autonomes, caractérisés par des dynamiques propres à chacun d'eux, et dans quelle mesure sont-ils imbriqués les uns dans les autres, se soutenant mutuellement pour asseoir la légitimité de la domination en tant que principe organisateur de tous les rapports sociaux, quelle que soit la cible de la domination?

Caroline Andrew : Pour moi également, les paradigmes féministes les plus pertinents pour mes travaux actuels sont l'intersectionnalité, la recherche-action et une économie politique modifiée par une inclusion plus grande des idées et du discours. L'intersectionnalité est centrale à mes yeux, car mes recherches portent maintenant sur l'impact de la diversité ethnoraciale croissante et particulièrement du rôle des femmes dans les efforts pour insérer les enjeux de la diversité dans la politique urbaine et municipale. Je considère que l'analyse féministe a contribué de façon centrale à notre compréhension de l'intersectionnalité, mais il reste encore

beaucoup d'analyse empirique et de théorisation à faire. J'ajoute à cela un intérêt personnel pour la recherche-action féministe. Mon travail se fait beaucoup avec les groupes de femmes à base communautaire et le défi, mais également le plaisir, est de les faire participer à la recherche pour leur permettre de théoriser leur situation. Cela n'est pas facile, et je ne réussis pas toujours, mais la transmission des connaissances à deux sens (des participantes aux chercheuses, et inversement) me semble une question centrale pour l'analyse féministe. Enfin, mon analyse féministe reste basée sur une économie politique, c'est-à-dire une sensibilité à des conditions matérielles de l'existence. Il s'agit d'une économie politique qui a fait depuis vingt ans une plus grande place aux idées et au discours.

Stéphanie Rousseau : J'ai poursuivi mes travaux en mettant à contribution la littérature féministe sur les politiques sociales et l'État-providence. Une fois encore, il s'agissait de puiser dans cette littérature produite en fonction de la réalité des États-nations « industrialisés », pour l'adapter au contexte en partie distinct de la formation des États latino-américains. Dans cette deuxième phase de mes recherches, je me suis inspirée de la critique féministe des travaux de Gosta Esping-Andersen ou de Walter Korpi (notamment Jane Jenson, Jane Lewis, Julia O'Connor, Ann Orloff, Diane Sainsbury). Cette critique met en évidence l'absence de considération du travail non rémunéré effectué par les femmes et de leurs rapports de dépendance à leur conjoint dans les typologies concernant l'État-providence. Je me suis intéressée particulièrement à la dimension de l'intervention publique en matière d'accès aux soins de santé, notamment les soins relevant de la santé reproductive. En étudiant deux cas latino-américains, j'ai pu relever en particulier l'importance d'inclure l'analyse de l'influence des modèles de politiques publiques véhiculés par les agences de coopération internationale, une influence qui laisse voir un bilan mitigé du point de vue de l'avancement des droits des femmes en matière de santé reproductive. Je suis donc passée de la citoyenneté sexuée au genre comme outil d'analyse.

Catherine des Rivières-Pigeon : J'ai toujours intégré une perspective féministe à mes travaux de recherche, bien que cette intégration ait pris des formes variées. Je me suis ainsi donné la liberté d'intégrer différents cadres conceptuels à plusieurs perspectives féministes, dans le but de mettre au point les outils théoriques et méthodologiques qui me semblent les plus adaptés pour appréhender la problématique étudiée. Dans mes travaux sur la maternité, j'ai bien sûr intégré la pensée d'auteures féministes « classiques » comme Adrienne Rich, Élisabeth Badinter ou Betty Friedan. J'ai toutefois été très largement inspirée par les écrits d'auteures beaucoup plus près de moi, certaines avec qui j'ai eu la chance de travailler. C'est le cas de mes collègues Patrizia Romito et Francine Descarries, deux chercheuses qui ont en commun d'avoir mis en lumière la grande complexité de la réalité maternelle, s'intéressant à la fois aux aspects contraignants et gratifiants de ce

rôle. Mes écrits sur la dépression chez les femmes ont subi très largement l'influence des travaux de Janet Stoppart. Cette auteure a su développer une perspective féministe qui place l'expérience et la parole des femmes au cœur de la production de nouvelles connaissances sur cette réalité. Les travaux d'Yvonne Knibiehler, qui replacent l'évolution du rôle maternel dans son contexte historique, et ceux de Lesley Doyal, qui révèlent les enjeux de santé soulevés par le travail domestique, ont aussi eu une influence marquante sur mes travaux concernant la santé des mères. Ils ont modifié en profondeur ma façon d'appréhender la maternité.

Mes travaux plus récents, sur les mères d'enfants autistes, m'ont aussi amenée à concevoir un cadre qui intègre une perspective féministe à de nouveaux questionnements, notamment les représentations de l'autisme, la place des personnes handicapées, les traditions dans lesquelles s'inscrivent les thérapies et, en particulier, l'opposition entre les thérapies inspirées des principes du béhaviorisme et de la psychanalyse. Je ne pourrais aborder ces questions sans tenir compte du rôle d'« aidante naturelle », qui revient le plus souvent aux femmes, et du « blâme de la mère » intrinsèque à tous les problèmes développementaux des enfants.

Enfin, il me paraît important d'intégrer aussi une analyse féministe à mes travaux qui portent sur la santé des hommes, comme ceux que j'ai conduits, il y a quelques années, sur l'insémination avec donneur et, plus récemment, sur le suicide chez les hommes québécois. En effet, bien que le sexisme perpétue des inégalités de pouvoir défavorables aux femmes, ses effets négatifs se font aussi sentir auprès d'hommes qui ne peuvent subir ces règles masculines parfois inhumaines qui font souffrir tout le monde ou qui n'en veulent plus. Comme les travaux de Pierrette Bouchard et Jean-Claude St-Amant l'ont si brillamment montré, c'est le sexisme, et non le féminisme, qui fait échouer les garçons à l'école. La création de nouveaux modèles, masculins et féminins, constitue l'un des défis féministes les plus stimulants des prochaines années.

Quel est l'avenir des études féministes dans les universités? Ont-elles encore une raison d'être? Permettent-elles de faire avancer la connaissance? Permettent-elles d'introduire aux féminismes de nouvelles générations d'étudiantes et d'étudiants? Comment devraient-elles être organisées? Fournissent-elles un appui institutionnel aux universitaires féministes?

À ce flot de questions, les participantes ont répondu, disons, indirectement.

Caroline Andrew : Pour moi, la place des études féministes dans les universités est double : protéger un espace pour l'approfondissement de la recherche et de la théorisation féministe ainsi que fournir un espace confortable pour les « débutantes ». Ce n'est pas pour moi le seul endroit à l'Université où l'on fait des recherches féministes, parle des femmes, s'occupe des problématiques qui intéressent les femmes, mais c'est un espace où l'on peut, d'une part, avoir des

exigences sur la réflexion féministe et, d'autre part, accueillir celles ou ceux qui ne connaissent pas l'analyse féministe. Ce double rôle pose certes d'énormes défis aux études féministes, mais il est également sa force et sa raison d'être toujours pertinente. Les études féministes devraient être ouvertes à l'ensemble de l'Université et particulièrement aux autres endroits où l'on utilise une approche féministe. En même temps, des études féministes doivent créer un lieu de convivialité où réfléchir sur les théories féministes, et débattre des théories féministes, est au centre et non pas à la marge.

Parallèlement, les études féministes doivent initier les nouvelles générations d'étudiantes et d'étudiants. Ce sont de nouvelles générations hétérogènes formées de jeunes qui croient que les luttes féministes ont été toutes gagnées, de jeunes qui n'ont jamais entendu parler des revendications féministes et de jeunes issus des groupes de la diversité pour lesquels le féminisme est souvent vu comme une construction des femmes bourgeoises blanches.

Outre qu'il instruit les nouvelles générations, ce lieu de convivialité, et de travail intellectuel, que sont les études féministes, offre une formation à la recherche. Dans mon milieu, cela est relativement nouveau et une grande avancée pour les études féministes; les étudiantes et les étudiants développent des habiletés de recherche, qui les amènent souvent à des emplois utilisant l'analyse féministe. La capacité des études féministes de lier théorisation approfondie et formation pratique n'est jamais assurée ni jamais tranquille, mais elle est une force qui leur donne encore leur pertinence à l'Université. L'organisation précise des études féministes va, et doit, varier selon les établissements, car les processus d'innovation universitaire sont tout à fait propres au contexte institutionnel, aux origines idéologiques, aux individus, aux régimes de financement. Il y a sûrement de bons modèles à adapter mais non à copier.

Louise Bienvenue : Je trouve difficile de me faire une idée juste à cet égard. Le fait que je sois entourée de collègues historiennes et historiens qui travaillent avec des problématiques liées au genre et qui ont cette sensibilité-là biaise certainement mon regard et me rend peut-être trop optimiste. Je dis cela parce que je viens de vivre une expérience difficile. Un cours sur l'histoire des femmes a failli être retiré de l'horaire de notre programme de baccalauréat en histoire cet automne, faute d'une « clientèle » assez abondante. Comme l'égalité formelle – j'ai bien dit formelle – entre hommes et femmes est à plusieurs égards une question réglée, je pense que, pour plusieurs jeunes femmes, cet enjeu n'exerce plus autant d'intérêt immédiat, de soif urgente de compréhension. On le sait, la majorité des jeunes femmes hésitent beaucoup à se dire « féministes ». Je dis « femmes » parce que, sur le marché des cours universitaires, les cours à thématique « femme » ou « genre » partent toujours à 50 % perdants dans la course aux « clientèles » : les hommes s'y intéressent encore bien peu. Il y a, heureusement, de belles exceptions. Ce qui me rassure, c'est le souci qu'ont plusieurs de mes collègues, je le vois dans mon département, d'intégrer une

réflexion sur le genre dans leurs cours généraux. C'est sans doute la voie de l'avenir. Cependant, cela n'est pas une solution idéale, car cela ne permet pas de développer des savoirs très spécialisés. Pour un cours du programme de baccalauréat, par exemple, cela n'a rien de comparable à ce que j'ai pu recevoir « dans mon temps », soit les années 90, dans le contexte d'un champ de concentration en études féministes de premier cycle à l'UQAM. La formule de l'intégration a bel et bien son revers : on reste toujours en superficie. Je n'ai pas de solution miracle à ce problème, mais j'ajouterais sur une note positive que la thématique identitaire – à la mode par les temps qui courent – est un beau véhicule pour discuter du genre. Et devant un public mixte en plus!

Pierre Hébert : J'ai, au regard du féminisme, une évaluation bien curieuse, étant plus pessimiste que bien des femmes que je connais. Car s'il est vrai que, pour reprendre les mots de Louise, l'égalité formelle est acquise, il me semble que plusieurs messages sociaux, et la publicité au premier chef, persistent à associer désir de la femme et désir de consommation. De plus, je constate que l'impératif de la séduction continue à manipuler le corps et l'esprit des adolescentes. Je n'ai rien contre la séduction – mais le rapport séduisante-séduit, quoi qu'on en dise, confère le pouvoir aux hommes. Et que dire de la violence physique?

Pourquoi affirmer cela? Parce que je n'ai jamais cru un seul instant que le féminisme, que les études féministes étaient, comme on dit, « dépassées ». Cela me semble d'une évidence criante que le féminisme n'est pas moins nécessaire aujourd'hui, et il ne sera vraiment dépassé que lorsqu'il sera devenu inutile pour éclairer ou infléchir des comportements individuels ou collectifs d'égalité, tellement ceux-ci seront devenus aux yeux de tous et de toutes la manière d'être et d'agir.

Moi, qui suis un homme, et d'un certain âge de surcroît, je ne comprends pas que parfois l'on croie le féminisme dépassé. Je n'ai à cet égard ni lumières spéciales ni mérite particulier : cette observation s'impose d'elle-même à mon esprit.

Louise Bienvenue : Je ne dirais pas que l'Université a subi « profondément » l'influence de l'analyse féministe. J'affirmerais néanmoins qu'il y a un nombre significatifs d'« agents » dans le champ – pour parler comme Bourdieu – qui rendent cette problématique vivante et visible. Je regrette toutefois que l'on puisse encore aujourd'hui obtenir un doctorat en histoire sans avoir développé une grande sensibilité à l'égard des questions de rapports sociaux de sexe. Cependant, je me permets un certain chauvinisme : à l'Université de Sherbrooke, nous n'avons pas encore de doctorat en histoire, mais je dirais que, à l'heure actuelle, on ne peut pas terminer des études menant à l'obtention d'un baccalauréat ou d'un diplôme de maîtrise sans avoir abordé la question des rapports de genre. Plusieurs de mes collègues qui enseignent les cours obligatoires de première année du programme de baccalauréat ont à la fois de bonnes bases et une vraie préoccupation pour ces questions. J'en tire une certaine fierté.

Pierre Hébert : Les études littéraires ont assurément subi l'influence de la perspective féministe. Il y a aussi à l'Université de Sherbrooke un cours au premier cycle, mais, comme je l'ai signalé, la perspective « genrée » est loin de s'inscrire dans la plupart des cours.

À la limite, je peux dire qu'il est possible de faire un baccalauréat, une maîtrise et un doctorat sans connaître le paradigme féministe, puisque le seul cours qui l'aborde est un cours à option au premier cycle.

Catherine des Rivières-Pigeon : Je crois sincèrement à un avenir prometteur, pour les études féministes, mais aussi pour l'intégration de paradigmes féministes au sein des disciplines. Cet optimisme me vient de mes étudiantes et mes étudiants, chez qui les questions féministes suscitent un vif intérêt, surtout lorsqu'il s'agit de problématiques, la sexualisation précoce des jeunes filles, par exemple, qui touchent de près à leur réalité. Les étudiantes et les étudiants qui m'entourent ont soif de justice sociale, et le sexisme fait partie des inégalités qu'il leur semble essentiel de combattre et d'analyser. Je ne crois pas que les « filles de féministes » aient la fausse impression que toutes les batailles ont été gagnées. Elles ont, au contraire, les yeux ouverts depuis l'enfance sur les rapports sociaux de sexe et sont donc devenues aptes à mettre en évidence le rôle de ces rapports dans la société et dans leur vie privée. Les femmes vont forcément continuer à se battre pour la justice et l'égalité, avec une énergie qui leur viendra des difficultés, multiples et bien réelles, qu'il leur faut encore affronter quotidiennement. Les programmes d'études féministes demeureront, pour longtemps, utiles et attrayants, car ils constituent le socle sur lequel reposent les travaux de chercheuses qui, comme moi, abordent les questions féministes sous un angle plus appliqué. Les études féministes constituent en ce sens, elles aussi, une nécessité.

Stéphanie Rousseau : Bien que mon expérience d'universitaire ne soit que d'une dizaine d'années, je constate un élargissement grandissant de l'intérêt pour les théories et les paradigmes féministes auprès des étudiantes et des étudiants. Cette expansion est, je crois, grandement facilitée par l'utilisation de plus en plus répandue de la notion de genre dans la théorie et l'analyse en sciences sociales, par les chercheuses féministes d'abord mais aussi par des chercheuses et des chercheurs qui n'ont pas nécessairement un parcours féministe. J'observe que le « sens commun » des universitaires de plusieurs tendances perçoit la notion de genre (ou rapports sociaux de sexe) comme distincte d'un programme de recherche féministe, ce qui me paraît paradoxal, mais surtout comme un nouveau défi pour les sciences sociales féministes.

D'une part, la séparation effectuée par certaines personnes entre la notion de genre et les théories féministes démontre la difficulté encore réelle pour plusieurs de reconnaître l'apport du féminisme aux sciences sociales. D'autre part, la plus grande

légitimité acquise par la notion de genre – par rapport aux études féministes en général, pour être plus claire – peut permettre des avancées dans la recherche et la réflexion qui traduisent, en fin de compte, une évolution de la pensée et des rapports sociaux au sein du monde universitaire. Tout dépend évidemment de la façon dont on utilise l'analyse de genre. La recherche féministe se distingue, selon moi, par une utilisation de la notion de genre dans le contexte d'une réflexion critique sur les rapports sociaux.

Quel regard peut-on jeter sur les programmes et centres de recherche en études féministes, à la lumière de ce constat? D'une part, il m'apparaît que leur existence et leur rayonnement doivent être consolidés, et cela dépendra en grande partie de leur capacité à accueillir la relève, étant entendu que nous sommes entrés depuis quelques années dans une période de renouvellement du corps professoral. D'autre part, il faut continuer à décloisonner la recherche féministe, c'est-à-dire faire en sorte que celle-ci puisse s'insérer dans des projets de recherche où se trouvent également des chercheuses et des chercheurs qui n'ont pas nécessairement été formés aux paradigmes féministes. Il me semble que c'est la meilleure façon d'assurer le dialogue et la diffusion de la méthodologie et de l'épistémologie féministe. Faire les deux – consolider l'institutionnalisation des études féministes et participer aux recherches qui accueillent plusieurs paradigmes – représente un travail considérable. Quoi de neuf sous le soleil?

Micheline Dumont : J'avoue que, contrairement à quelques-unes d'entre vous, je suis plutôt pessimiste. Les études féministes demeurent marginales, peu soutenues institutionnellement, toujours facultatives, jugées non indispensables à des études de maîtrise et de doctorat, parfois même taboues. On a parfois le sentiment qu'il faut en faire sans le dire. On est sans cesse accusées de faire de l'idéologie, alors que l'androcentrisme de « la » science reste invisible, non contesté et présenté comme objectif. On conçoit que ce soit possible d'ignorer la perspective féministe en sciences fondamentales ou en sciences appliquées. Mais en sciences sociales? en éducation? en sciences humaines? en communication? en gestion? Comment se fait-il que la perspective féministe ne soit pas obligatoire, incontournable, centrale? Je rencontre sans cesse des collègues qui ne *savent rien*. J'ai désormais quitté l'université, mais je crois que les chercheuses féministes doivent être très vigilantes. Et j'avoue que je n'ai aucune stratégie à suggérer.

Stéphanie Lanthier : En effet, les études féministes demeurent marginales, notamment à l'Université de Sherbrooke… Le certificat en études sur les femmes a disparu à l'Université de Sherbrooke il y a quelques années. Tout de même, j'avoue que je suis moins pessimiste que toi, Micheline. Cela doit être générationnel! J'ai le sentiment qu'il y a, dans la communauté étudiante universitaire, une nouvelle solidarité féministe. Le mouvement étudiant de la grève de 2005 a donné un souffle « alterféministe » à la vie étudiante sherbrookoise : comité femmes non mixte de la

Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), pourparlers au sujet du retour du certificat en études féministes, ateliers sur des questions relatives à la vie des femmes. Ce sont des exemples qui témoignent de l'enthousiasme et de l'intérêt que suscitent les études féministes. Je suis d'accord avec toi qu'il faut absolument faire preuve de vigilance, car la pensée masculiniste s'immisce partout : dans le journal étudiant, dans le choix des cours proposés, dans la publicité, lors d'assemblées. Combien de fois avons-nous entendu : qu'il est temps de passer à autre chose, car l'égalité entre les hommes et les femmes est chose « faite » et que le féminisme est dépassé?

Micheline Dumont : J'estime aussi que la réflexion féministe se trouve continuellement sur la corde raide à cause, d'une part, de la dérive essentialiste qui pointe toujours son nez dans les démonstrations et, d'autre part, du caractère multidisciplinaire de la recherche féministe. Bien des chercheuses, par exemple, refusent de s'abonner à une revue comme *Recherches féministes,* parce qu'elles considèrent que ce n'est pas dans leur champ disciplinaire. Quand j'étais encore à l'université, j'avais bien du mal à persuader mes collègues de s'abonner à cette revue.

Stéphanie Lanthier : Pourtant, c'est justement son caractère multidisciplinaire qui fait la richesse de ce champ disciplinaire. Contrairement à certains discours, je trouve que les études féministes sont extrêmement dynamiques : le renouvellement et la critique de ses paradigmes en sont la preuve. La réflexion féministe s'offre, plus souvent qu'à son tour, une introspection épistémologique qui assure son originalité et sa pertinence.

Micheline Dumont : En vérité, je crois que le féminisme et la perspective féministe font peur. On ne *voit* pas que la pensée patriarcale est encore fermement installée sur son socle, comme une pyramide dont la large base est profondément ancrée dans le sol. La perspective féministe a fait de petites encoches sur les côtés de la pyramide, mais elle est loin d'avoir pu la renverser. On a même peur qu'elle soit renversée. On a peur de l'utopie qui envisage le retournement de la situation. On ne veut pas imaginer un autre monde. Cela vaut la peine de tenter l'expérience : assistez à un événement universitaire, et prononcez le mot « féministe » dans un commentaire ou une question. Observez la réaction!

Stéphanie Lanthier : Tu fais référence à une anecdote que je t'ai racontée au sujet d'une soutenance de maîtrise. À partir du moment où les mots « approche féministe » ont été prononcés, l'ambiance est devenue quelque peu hostile. Il a fallu que je défende ma position féministe… Et pourtant, le mémoire dont j'étais lectrice portait sur la visibilité historique des femmes…

Patricia Roux : Ma réponse à cette troisième question tient en quelques mots: tant que nous vivrons dans un monde dominé par le patriarcat, les études féministes seront indispensables à la compréhension de ce monde et donc à l'avancement de la connaissance. Autant dire qu'elles ont encore de l'avenir!

Cette évidente nécessité de l'analyse féministe ne préjuge pas, par contre, de ses formes institutionnelles. Dans certaines universités (y compris en Suisse), les études féministes constituent en elles-mêmes des filières d'études, au même titre que la sociologie ou la science politique, par exemple. Dans d'autres (comme dans la mienne, à Lausanne), elles sont intégrées dans les filières disciplinaires classiques, comme perspective d'analyse susceptible de structurer tous les savoirs qui y sont dispensés.

La seconde formule me séduit davantage, car l'analyse féministe est justement une perspective et non une discipline. Toutefois, cela n'empêche pas qu'il soit conjointement nécessaire de créer des espaces d'échange et de travail alternatifs aux espaces habituels dans l'univers universitaire, dominé par les hommes ainsi que par des chercheurs et des chercheuses non féministes. C'est ce que nous avons fait en créant le réseau LIEGE – Laboratoire interuniversitaire en études genre (le réseau comprend plus de 600 personnes, principalement des universitaires de tous statuts, qui s'intéressent aux questions de genre et d'égalité en Suisse: www.unil.ch/liege), ainsi qu'en élargissant le comité de rédaction de la revue *Nouvelles Questions féministes* à une quarantaine de femmes. Ces espaces sont des appuis « semi-institutionnels » importants, qui à la fois favorisent les engagements intellectuels et militants féministes, et contribuent à asseoir la validité scientifique des analyses et théories féministes, en montrant leur capacité à mettre en question les savoirs classiques, les compléter, les adapter ou les revoir totalement, ainsi qu'à fournir des outils pour le changement – donc pour la construction d'une société réellement égalitaire.

RÉFÉRENCES

BADINTER, Élisabeth

1980 *L'Amour en plus. Histoire de l'amour maternel (XVII-XXe siècles)*. Paris, Flammarion.

BOUCHARD, Pierrette et Jean-Claude SAINT-AMANT

1996 *Garçons et filles : Stéréotypes et réussite scolaire.* Montréal, Les éditions du remue-ménage.

DELPHY, Christine

2002 *L'ennemi principal*, t. 2 : « Penser le genre ». Paris, Syllespe.

1998 *L'ennemi principal*, t. 1 : « Économie politique du patriarcat ». Paris, Syllespe.

DESCARRIES, Francine et Christine CORBEIL (dir.)

2002 *Espaces et temps de la maternité.* Montréal, Les éditions du remue-ménage.

1995 *Ré/conciliation famille-travail* : *Les enjeux de la recherche.* Montréal, IREF.
DOYAL, Lesley
1995 *What Makes Women Sick : Gender and the Political Economy of Health*. New Brunswick (N.J.), Rutgers University Press.
DUFRANCATEL, Christiane et autres
1979 *L'histoire sans qualité*. Paris, Galilée.
DUMONT, Micheline
2001 *Découvrir la mémoire des femmes. Une historienne face à l'histoire des femmes*. Montréal, Les éditions du remue-ménage.
FRIEDAN, Betty
1974 *The Feminine Mystique*. New York, Norton (1re éd : 1963).
GUILLAUMIN, Colette
1992 *Sexe et pratique du pouvoir. L'idée de nature.* Paris, Côté-Femmes.
JENSON, Jane et autres
2001 *Who Cares? : Women's Work, Child Care and Welfare State Redesign*. Toronto, University of Toronto Press.
JUTEAU, Danielle
2003 *La différenciation sociale*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal.
KELLY, Joan
1984 W*omen, History and Theory. The Essays of Joan Kelly*. Chicago, University of Chicago Press (cet ouvrage regroupe des articles publiés de 1976 à 1982).
KNIEBIEHLER, Yvonne
1997 *La révolution maternelle : femmes, maternité et citoyenneté depuis 1945*. Paris, Perrin.
KUHN, Thomas S.
1983 *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Flammarion, collection « Champs ».
LAMOUREUX, Diane
1989 *Citoyennes, droit de vote et démocratie*. Montréal, Les éditions du remue-ménage.
LERNER, Gerda
2002 *The Majority Finds its Past. Placing Social Politics*. Londres, Edward Elgar.
MATHIEU, Nicole-Claude
1991 *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe.* Paris, Côté-femmes.
MCCLINTOCK, Anne
1995 *Imperial Leather. Race, Gender and Sexuality in the Colonial Contest.* New York, Routledge.
O'CONNOR, Julia, Ann ORLOFF et Sheila SHAVER
1999 *States, Markets, Families : Gender Liberalism and Social Policy in Australia, Canada, Great Britain and the United States.* New York, Cambridge University Press.

PATEMAN, Carole
1988 *The Sexual Contract*. Stanford, Stanford University Press.
PHILIPS, Anne
1995 *The Politics of Presence*. Oxford et New York, Oxford University Press.
1991 *Engendering Democracy*. Pensylvanie, Pensylvania State University Press.
RICH, Adrienne
1980 *Naître d'une femme : la maternité en tant qu'expérience et institution*. Paris, Denoël/Gonthier.
ROMITO, Patrizia
1990 *La naissance du premier enfant*. Paris, Delachaux et Niestlé.
SAINSBURY, Diane
1996 *Gender, Equality and Welfare States*. New York, Cambridge University Press.
SCOTT, Joan
1988 « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du Grif*, 37-38 : 125-153.
SMART, Patricia
1988 *Écrire dans la maison du père. L'émergence du féminin dans la tradition littéraire du Québec*. Montréal, Québec/Amérique.
STOPPART, Janet et Lunda M. MCMULLEN
2003 *Situation Sadness : Women and Depression in Social Context*. New York, New York University Press.
TABET, Paola
1998 *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps.* Paris, L'Harmattan.
YUVAL-DAVIS, Nira
1997 *Gender and Nation*. Londres, Sage Publication.